

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 547 20 NOVEMBRE 2007

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

SAINTE THERESE DE L'ENFANT JESUS ET DE LA SAINTE FACE

« Je suis venu au Carmel pour sauver les âmes. Jésus me fit comprendre que c'était par la Croix qu'il voulait me donner des âmes »

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT

EDITO

SOUVIENS-TOI DE LA RUE QUINCAMPOIX

En ces temps d'incertitudes boursières, il est bon de penser à la rue QUINCAMPOIX.

La rue QUINCAMPOIX existe toujours à Paris. Elle fut au XVIII^e siècle le théâtre d'une animation incroyable, du temps du système LAW. On y échangea dans un véritable délire des titres sur des valeurs imaginaires ; c'était des mines inexistantes, des entreprises sans consistance et de préférence dans des contrées lointaines ; la rumeur amplifiant les résultats probables, les titres s'enflammèrent jusqu'à des valeurs incroyables.

Un beau jour, un gros porteur prit peur et vendit ; les belles valeurs s'écroulèrent d'un seul coup et revinrent à leur vrai prix, c'est-à-dire celui du papier.

Nous sommes bourrés d'experts en tout genre ; il est facile de voyager et par Internet on communique, dans l'instant, avec l'autre côté du monde. Il serait aisé de croire, à première vue, que la vente de l'imaginaire ne serait plus possible. Et, pourtant, cela se pratique toujours avec entrain.

L'un des derniers grands « coups » concerne découverte de la « mine d'or » de BUSANG en Indonésie dans les années 1990. Les géologues les plus sérieux ont évalué le trésor à 2 200 tonnes minimum et 6 500 tonnes maximum. C'était donc la plus belle mine du monde. On n'en avait jamais vu de pareille.

A la simple lecture de ces qualificatifs, chacun aurait dû commencer à se méfier. Or ce fut le contraire. L'action de BRE X, la société propriétaire, est passée de 3 dollars à 192 dollars à Toronto en quelques minutes. Le monde des mines d'or s'est enfiévré.

Barrick, la plus grosse entreprise de mines d'or du monde, a disputé la mine à Placer Dome, son concurrent de toujours, qui a proposé 27,5 milliards de francs plus 9,5 autres milliards. Affolement chez Barrick : l'affaire la plus sensationnelle pouvait lui échapper. Pas une minute à perdre : Barrick a embauché George Bush le Père, qui était inoccupé comme l'on sait, et un ancien premier ministre canadien Brian Mulroney. C'était vraiment le grand jeu et le grand monde.

Hélas. Le président indonésien avait un fils aîné et une fille aînée ; ils furent embauchés par BRE X ; les évaluations furent relevées et une autre firme emporta ce morceau de roi : Freeport McMoran. Tout baignait. Dans les réunions à l'intérieur de Barrick et de Placer Dome, l'on a dû, cependant, blâmer les mauvais négociateurs, même l'ancien Président des US, qui n'avaient pas su négocier.

Un mois après, la prétendue découverte, le pot aux roses était découvert. Pas plus d'or dans le forêt que dans un jardin de banlieue. Du coup, le géologue en chef de la fameuse BRE X se suicida, mais par une méthode des plus difficiles, car il se jeta d'un hélicoptère.

L'action est retombée à trois dollars. Les ordres de vente étaient si nombreux qu'il fallut arrêter les cotations à Toronto, de peur que l'informatique ne demande grâce.

On apprit alors que les « carottes avaient été salées ». Les carottes, ce sont les morceaux que l'on retire d'un gisement, de place en place pour l'évaluer ; « saler la carotte », cela veut dire rajouter, par grande, sage et illégitime prudence, ce que chacun aimerait bien y trouver et ce qui n'y est pas. Quand le salage est direct, c'est facile à déceler. C'est bien plus difficile quand les carottes sont broyées. Dans le cas particulier, BRE X avait broyé elle-même les carottes, ce qui était une bonne précaution !

Comment des firmes de très grande importance ont-elles été ainsi abusées ? Mystère.

Depuis que l'homme existe les escroqueries existent. Mais ces grandes firmes ont des géologues et, pour sûr, des géologues en chef et en sous-chef, et des analystes et des experts comptables, et des administrateurs. Tout le monde se réunit, l'air affairé, autour de somptueux tapis verts dans des tours scintillantes de lumière. La cafétéria n'est jamais loin. L'or, on connaît.

Les avocats furent les seuls à trouver de l'or dans cette affaire. Trois des plus grands fonds de pension canadiens ont perdu chacun 150 millions de dollars ; là aussi, quand on connaît le sérieux des fonds anglo-saxons, on est plutôt étonné.

Le premier enseignement est la force des erreurs collectives. L'erreur est humaine et nul ne peut jeter la première pierre. Mais, quand on se trompe tout seul, il y a souvent quelqu'un pour vous tirer par la manche et vous empêcher de faire l'irréparable.

Quand l'erreur devient collective, elle prend une force insoupçonnée. Plusieurs facteurs y contribuent : la folie des prétendus experts, le trafic sur les chiffres, l'orgueil, la fatuité, la lâcheté, la peur de paraître ringard, le rêve matérialiste.

Le deuxième enseignement est le quasi-silence de la presse sur un scandale où l'on aperçoit des hommes politiques de premier plan et des firmes gigantesques. En dehors de l'information sur le salage des carottes, ce fut le silence. Peut-être les témoins restants craignaient-ils aussi de tomber d'avion.

Dernière remarque. Après avoir rappelé cette incroyable histoire, l'on peut remplacer le mot mine d'or par le mot « socialisme » ou encore par le mot « écologie », le texte aura la même signification ! N'est-ce pas passionnant ?

La seule différence est que les mensonges du socialisme et celui des écolos ont la vie plus longue que celui sur les mines où la vérité éclate facilement au grand jour.

Michel de Poncins

DU NEUF ET DU DEJA VU

LES GASPIS

La France s'écroule de toutes parts. Cela ne l'empêchera pas d'exercer la présidence de l'union européenne au second semestre de 2008. Il paraît qu'il fallait un logo pour cela : le montant retenu pour l'appel d'offres destinées à choisir le logo est de 60 000 €

Christinne Albanel, ministre de la culture, a prévu de créer une ènième salle de concert parisienne à La Villette d'ici à 2012. L'architecture est présentée comme innovante ce qui promet de grands dérapages. Il y aura une superficie de 20 000 m² qui comportera de grandes salles de concerts, des espaces de répétition, des locaux administratifs, des restaurants. La première prévision de coût est de 200 millions d'euros ; comme dans ce domaine il faut multiplier par cinq pour arriver à la réalisation probable, il est à prévoir un milliard d'euros.

LE MODELE DANOIS

Nous avons déjà cité quelques-unes des déclarations de la Reine du Danemark qui a osé dire officiellement et sans doute après avoir eu l'accord de son gouvernement la vérité sur les dangers de l'immigration. Le Danemark est arrivé à gérer le problème dans le sens d'une grande sévérité. C'est ainsi que le nombre de réfugiés arrivés dans le pays a chuté spectaculairement depuis 2001 passant de plus de 10 000 à moins de 2000 en 2006. La loi sur le regroupement familial qui empêche les mariages forcés est extrêmement stricte. Pour les ressortissants de pays où il est impossible d'obtenir des actes d'état civil, les tests ADN sont obligatoires pour toute demande de regroupement familial. Quel que soit le sort des élections plus de 54 % des Danois se déclarent favorables au maintien et même au renforcement de cette politique.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

MARINS-PECHEURS

De plus, le "pétrole" comprend 4/5 -me d'impôts!!!

Cela dit, le "redressement" des esprits ne se fera pas par invocation : où sont les fiches de synthèses simples ou sont les publications de vulgarisation, ou sont les distributions de tracts dans les boîtes aux lettres, où sont les instituts de recherche libres, les réunions de compétences expertes etc... les personnes qui "iraient au peuple" comme ont su le faire les intellectuels de gauche de la belle époque ou les penseurs russes????nulle part.

Chacun connaît sa petite chanson et gère sa petite organisation (ce qui est très valeureux déjà!!), mais l'investissement et dans la recherche de fond (car le "capitalisme" surtout à l'époque des multinationales, des banques énormes, etc. ne suffira pas...) et dans l'éducation large des gens du peuple font totalement défaut (ce n'est pas avec l'union des droites" de Radio Courtoise qui nous a menés au cataclysme des "présidentielles" que nous nous en sortirons) ...

Depuis 6 ans que je propose cela tous azimuts et ne récolte aucun écho, comme si la situation la plus dramatique de l'histoire spirituelle de l'europe, de l'Occident et de l'Eglise n'était pas notre lot , je n'en peux plus.
J'ai donc sacrifié cela et remis le tout dans les mains de Jésus en croix, car je n'attends plus rien des hommes même 'résistants'...
Ce qui va se passer va terrifier ... et nous n'aurons même plus nous yeux pour pleurer (ils sont secs) ni nos coeurs pour prier (la pierre du goulag mental est en train de les pétrifier)
A.S.

Que Marie Reine de France règne sur tout notre être, et que la Reine du Très Saint Rosaire organise elle-même la croisade que les hommes refusent d'engager ...

CITATIONS

L'ECRIVAIN VENNER : En histoire ce qui arrive c'est ce que personne ne pensait pouvoir arriver.

LA RAREFACTION DES SOINS :

Nous avons souvent dit que la non gestion programmée de la sécurité sociale avait comme effet de nuire aux soins en particulier par la difficulté pour la France d'accéder rapidement aux techniques nouvelles. Il y a un Comité Consultatif National d'Ethique (C.C.N.E.) qui vient de constater : « Les économies se font toujours sur le dos des plus vulnérables, les personnes âgées, la psychiatrie, les soins palliatifs ». Cela veut bien dire que l'on s'oriente vers une rarefaction des soins, que bien sûr l'on essaiera de camoufler de diverses manières.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

LUNDI 19 NOVEMBRE 2007

ETUDIANTS : LE BAL DES MENSONGES

Il est évident pour, les observateurs honnêtes, que ce qui se passe dans les universités françaises n'est pas du tout une grève et est l'occasion de divers mensonges. Une grève est une rupture unilatérale du contrat de travail et, comme telle, une atteinte au droit des gens et à la liberté des contrats, ainsi qu'au droit de propriété qui en résultent. Il nous est dit que ce droit de grève est inscrit dans la constitution comme un droit fondamental, mais cette inscription est une véritable imposture. Elle explique que les médias et les politiques traitent la manifestation des étudiants, comme une grève pour les auréoler d'une fausse gloire : chacun a la gloire qu'il peut.

Les manifestations estudiantines sont, en fait, des opérations de boycott. En effet, les étudiants sont des consommateurs ou des clients des universités et n'ont pas conclu avec elles de contrats de travail. Il se trouve que des agitateurs en général trotskistes, fort peu représentatifs et parfois extérieurs aux universités, ont décidé d'organiser le boycott et veulent empêcher l'immense majorité des étudiants d'étudier, comme ces derniers souhaitent et doivent le faire. C'est un peu comme si deux ou trois clients d'une boulangerie décidaient de ne plus se livrer à cette boulangerie et voulaient empêcher les clients normaux d'y accéder.

Le prétexte mis en avant par les étudiants révolutionnaires est la loi « liberté et responsabilité du 10 août 2007 », que Mme Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur, a fait voter. Son projet était de donner davantage d'autonomie aux universités et, en fait, les connaisseurs du dossier constatent que cette prétendue autonomie est extrêmement modeste.

Il est clair que, pour sortir les universités françaises du désastre dans lequel elles se complaisent depuis si longtemps, il est absolument nécessaire de faire entrer des capitaux privés seuls aptes à résoudre leurs problèmes et de leur donner une complète autonomie, en vendant purement et simplement certaines d'entre elles sur le marché.

L'université de Harvard aux USA, qui est une des premières du monde, dispose d'un budget de 1,800 milliards d'euros, alors que l'ensemble de l'enseignement supérieur français n'a que 9,1 milliards d'euros. En plus, Harvard possède un important capital qui est indispensable pour une gestion correcte, les universités françaises gérant au fil de l'eau sans aucune réserve financière. Enfin, l'argent de Harvard est parfaitement contrôlé, l'argent de l'enseignement supérieur en France se volatilissant dans les sables mouvants de la gestion étatique. Pourtant, en vue de calmer le jeu, la ministre Pécresse promet de donner plus d'argent ce qui n'aboutira qu'à de nouveaux gaspillages.

Le motif du boycott est donc tout à fait inapproprié puisqu'en fait il se réfère à une simple mesurette. Le résultat est que plus de 32 sites universitaires sur 85 sont en plein désordre.

Au mensonge initial s'ajoutent d'autres mensonges.

Le principal est que l'ouverture ou la fermeture d'une université pourraient être décidés par une assemblée d'étudiants. Pour poursuivre avec la boulangerie, c'est comme si les clients tenaient une assemblée dans la rue ou dans le local de la boulangerie pour décider de son ouverture ou de sa fermeture. En acceptant que de telles assemblées se tiennent dans leurs locaux les présidents d'université prennent une lourde responsabilité.

Mais il s'ajoute encore un autre mensonge : les assemblées se déroulent dans une atmosphère révolutionnaire avec des menaces ou des coups envers les étudiants voulant étudier.

Le seul point positif dans cette désastreuse affaire est que le pouvoir a tout de même donné les instructions ou les autorisations nécessaires pour que la police déloge les émeutiers de certains locaux. Un petit miracle s'est produit : il n'y a pas eu jusqu'ici de victimes physiques ; il était à craindre que les trotskistes, qui manoeuvrent l'opération en coulisse, fassent le nécessaire pour qu'il y ait des victimes auquel cas la presse se serait immédiatement enflammée !

Michel de PONCINS

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire, nouvelle adresse :

micheldeponcins@orange.fr

Attention, rayer de vos carnets d'adresse l'ancienne adresse

(micheldeponcins@easyconnect.fr)

INFORMATION

Pour les personnes qui veulent apprendre à leurs enfants la véritable histoire de France et non l'histoire officielle qui est trafiquée :

PETITE HISOIRE DE FRANCE DE HENRI SERVIEN

3° Edition avec 170 pages illustrées

Prix exceptionnel de 19 euros

Le commander à Duquesne Diffusion

27 avenue Duquesne 75007 PARIS

Tel : 01 45 55 87 55

Fax : 01 45 50 45 95

REVUE DE PRESSE

LE SALAIRE DU PRESIDENT

Bon, les journaux viennent d'affirmer que le salaire du Président de la République pourrait, à sa demande, être doublé ou triplé, personne ne sait vraiment. Il est évident qu'une telle éventualité, surprenante dans un pays en faillite avancée, n'a aucun lien avec un quelconque évènement récent. Ceux qui pensent que le seul objectif serait d'arranger des péripéties personnelles sont priés de regarder ailleurs !

Rappelons que, dès son arrivée au pouvoir, Raffarin avait quasiment doublé le salaire des ministres, tout en disant que cela ne l'intéressait pas !

C'est le même Président qui a indiqué en octobre : « Quand on explique aux salariés qui il n'y a pas de quoi augmenter les salaires en bas, alors pourquoi augmenter les rémunérations en haut ? ».

Pour justifier sa demande expresse, il a rappelé que Jacques Chirac complétait son traitement par le cumul de sa retraite de magistrat de la Cour des Comptes et de celle d'ancien député. C'est, en fait, faire appel à une sorte de forfaiture puisque ce prédécesseur touchait la retraite maximum de la Cour des Comptes sans jamais avoir exercé le métier.

Le principe des comparaisons, qui est un des principes les plus dangereux de la République Fromagère, a joué. Ce principe s'écrit ainsi : « Quand un groupe de prédateurs publics a inventé une nouvelle forme de pillage, le principe des comparaisons veut que tout le monde dans d'autres pays essaie de s'aligner à la hausse.

Dans la presse, en effet, il a été remarqué que non seulement le traitement de l'actuel locataire de l'Élysée était inférieur à celui du premier ministre mais également très inférieur à celui de certains de ses homologues étrangers comme le président Bush.

Le principe de l'aide mutuelle entre ces prédateurs publics, que je dénomme les « Hifis », a aussi joué puisque les députés en acceptant en chœur cette augmentation comptent bien sur un renvoi d'ascenseur dans leur propre statut. Le nouveau traitement sera de l'ordre de 18 000 € mensuels.

LES BREVES

LES NOUVEAUX IMPOTS

La redevance télé va augmenter des deux euros l'année prochaine pour fournir 40 millions d'euros de plus au moloch étatique

LA MORT DE L'IMPOT MINIMUM

Les caciques de Bercy ne savent pas quoi inventer pour trouver des sous. Le bouclier fiscal est un bouclier en carton ; malgré son insuccès, les caciques ont peur de perdre des sous. Ils avaient donc imaginé un minimum fiscal pour combattre le bouclier ; ces palinodies ne vont pas évidemment retenir en France les très riches.

Bercy renoncerait à l'incongruité prévue. Néanmoins, Christine Lagarde réfléchirait à « faire un réexamen sélectif de certaines niches fiscales qui procurent dans certaines situations un avantage jugé excessif ». C'est toujours le principe du bon plaisir.

LES ECOLOS A LA PEINE

Un météorologue Brésilien de grande notoriété, Luiz Carlos Molion, démolit en règle la fable du réchauffement climatique. D'abord la différence entre l'hémisphère sud et l'hémisphère nord réduit la validité de toute moyenne. Après de multiples autres considérations il ajoute : « Il y a aujourd'hui plus de fonds mis à la disposition du réchauffement de la planète. Ces fonds proviennent de gouvernements qui perçoivent des taxes de secteurs industriels qui sont parties prenantes dans cette affaire... beaucoup de scientifiques se prostituent et se vendent pour que leurs projets soient approuvés »

LE GOUVERNEMENT COMPLICE DES GREVISTES

Patrick DEVEIDJAN voulait organiser une contre manifestation pour exprimer les ras-le-bol de la France. Il aurait pu rassembler un million de personnes. Sarko le lui a interdit : le président est-il complice objectif des grévistes ?

DOCUMENTS

MANIFESTATION POUR LE « NON » A LA CONSTITUTION EUROPENNE

Paris, le 12 novembre 2007.

www.reconciliationnationale.fr

SUCCES DE LA MANIFESTATION DU 11 NOVEMBRE MALGRE L'OBSTRUCTION DES AUTORITES

Un groupe significatif de résistants s'est retrouvé hier, place de l'Opéra à Paris, à l'appel du Collectif France Indépendante, dont Réconciliation Nationale est membre.

<http://www.franceindependante.sup.fr/>

Les participants souhaitent manifester contre le Traité Constitutionnel Européen bis que Monsieur Sarkozy souhaite faire adopter par voie parlementaire, en vue de contourner la vote du peuple français, pourtant fermement exprimé lors du référendum du 29 mai 2005.

Nous remercions tous les récipiendaires de nos messages qui ont pu se joindre à cet événement, malgré l'obstruction de la Préfecture de Police de Paris, qui nous a informés au dernier moment d'un changement de parcours.

Nous sommes désolés de cet « incident » dont nous n'avons pu vous informer que vendredi après-midi, ce qui a dû en décourager plus d'un et faire peser quelques soupçon quant au sérieux de notre démarche, ce qui était sans doute le but recherché par les autorités.

L'événement put néanmoins se dérouler et nous a permis de montrer au système que la résistance continue et s'amplifie, malgré les tentatives de déstabilisation. Nous vous tiendrons bien évidemment informés des prochaines initiatives du Collectif France Indépendante. Comptez sur notre détermination pour ne pas relâcher la pression au mois de décembre.

En attendant, nous vous prions de bien vouloir trouver, ci-dessous, le texte de l'allocation prononcée au nom du Collectif France Indépendante par son porte-parole, à la fin de la manifestation d'hier :

« Chers Compatriotes,

Le Traité Constitutionnel Européen massivement rejeté par le peuple français lors du référendum du 29 mai 2005 accordait, dans l'une de ses dispositions les plus perverses, la personnalité juridique à l'Union européenne qui devenait, dès lors, un Etat à part entière.

Le traité dit « simplifié » ou « modificatif » qui doit être prochainement adopté par la voie parlementaire reprend la même disposition.

Le Traité Constitutionnel Européen, rejeté à 55 % par le peuple français, créait la fonction de président de l'Union européenne, indépendant des états membres, élu pour deux ans et demi.

Le traité « simplifié » ou « modificatif », contournant le peuple, reprend la même disposition.

Le Traité Constitutionnel Européen, sanctionné par la voie du peuple, prévoyait la nomination d'un ministre des Relations Extérieures de l'Union européenne et l'alignement de sa politique de défense sur celle de l'O.T.A.N.

Le traité dit « simplifié » ou « modificatif » prévoit exactement la même disposition, en parlant d'un « Haut Représentant pour la politique étrangère ».

Le Traité Constitutionnel Européen, qui aurait du demeurer lettre morte instaurait, dans sa disposition la plus dangereuse, la règle de la majorité qualifiée, permettant à un groupe de pays d'imposer son point de vue aux autres, ou simplement à l'un d'entre eux.

Le traité « simplifié » ou « modificatif » instaure la même disposition.

Et je pourrais continuer longtemps comme cela tant le traité « simplifié » ou « modificatif » apparaît comme une copie conforme du texte qui fut proposé à notre sagacité le 29 mai 2005.

De qui se moque-t-on ?

Le message était parfaitement clair, 55 % de nos compatriotes, répartis équitablement entre la droite et la gauche, ayant rejeté ce texte.

Ce que nous exigeons donc avant tout de nos dirigeants politiques, au premier rang desquels le président de la République Monsieur Nicolas Sarkozy, c'est le respect du vote des Français clairement exprimé lors du référendum du 29 mai 2005.

Cet appel au respect du vote des Français s'adresse également aux députés et sénateurs qui seront réunis en Congrès pour avaliser la Constitution européenne bis.

Nous ne pouvons accepter la trahison manifeste qui s'opéra lors de la journée du 19 octobre dernier, dénommée pour la galerie « sommet européen », lors duquel fut à peine remanié un texte que le peuple français refusa il y a maintenant plus de deux ans. Nous ne pouvons pas non plus ignorer les continuelles attaques contre la langue française au profit de l'anglais qui tente de s'imposer comme langage international unique.

Dans les semaines qui viennent, le président de la République fera ratifier par voie parlementaire son « mini-traité », aussi appelé par certains « traité simplifié » ou traité « modificatif », pour apporter encore plus de confusion dans l'esprit de nos compatriotes.

Ce texte reprend pour l'essentiel le contenu du défunt traité constitutionnel européen pourtant massivement rejeté par le peuple français lors du référendum du 29 mai 2005. Il s'agit ni plus ni moins de sceller le destin de la France, en l'enchâssant dans un carcan européiste, lequel est ouvert aux quatre vents d'une économie mondiale débridée, dans laquelle les firmes supranationales dictent désormais leur volonté aux nations, au détriment des solidarités nationales et des systèmes de protection sociale qui en sont l'expression institutionnelle.

Nous invitons l'ensemble des Français à réagir et à ne pas accepter ce coup de force préparé dans leur dos avec la complicité des médias dominants.

Nous invitons tous les opposants au traité constitutionnel et singulièrement les forces patriotiques à unir leurs forces sans exclusive pour que soit respecté le vote des Français du 29 mai 2005.

Le nouveau président, élu ou plutôt désigné avec l'appui sans précédent du complexe médiatico-financier ne doit pas aller contre la volonté du peuple en lui imposant une décision différente de son choix exprimé on ne peut plus clairement le 29 mai 2005. Il ne le peut pas sauf à prendre le risque d'initier une réaction en chaîne dont il constituera le dernier maillon avec toute la classe politique qui aura permis une telle trahison.

Si le chef de l'Etat persistait dans sa volonté de faire ratifier la Constitution Européenne bis, il ne pourrait le faire qu'au travers d'un nouveau référendum.

Le temps est venu de la résistance aux forces du renoncement et de la décomposition. Tous les Français doivent se rassembler pour, une nouvelle fois, faire face, éviter le désastre et répéter inlassablement à notre classe politique sourde et aveugle que définitivement, NON c'est NON !

Ce cri de ralliement prend encore plus de relief en ce jour de commémoration nationale. Nous sommes le 11 novembre, jour de victoire mais aussi jour de souvenir s'il en est. Du plus profond de nos cœurs, nous vous rendons hommages, officiers et soldats de la Grande Guerre tombés au Champ d'Honneur ou blessés, vous qui avez, dans un combat désespéré, assuré le succès de nos armes.

En ce jour, nous vous rendons également hommage à vous tous les millions d'officiers et soldats de tous les temps tombés au Champ d'Honneur pour que vive la France. Nous plaçons résolument notre combat sous vos auspices. Pussions-nous être dignes de votre sacrifice. »

Le bureau de Réconciliation Nationale

**Responsable des relations avec la presse :
Marc BOUTELLIER - 06 87 84 64 78
relationspresse@reconciliationnationale.fr**
